

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{ème} ANNEE — N° 116

LE NUMERO :

29 novembre 12 décembre 1971

0,50 F

LE PARTI

Dans l'Adresse inaugurale et dans les Statuts provisoires de la Première Internationale, Marx énonce, en une formidable synthèse, ou mieux redéfinit, ce que la Gauche Communiste appellera plus tard la « pyramide sociale » : classe statistique, classe organisée, Parti politique.

« La classe ouvrière possède un facteur de succès : le nombre ; mais les nombres ne pèsent sur la balance que lorsqu'ils sont unis par l'organisation et guidés par la connaissance » (1864). Et encore : « Dans sa lutte contre le pouvoir centralisé des classes possédantes, le prolétariat ne peut intervenir comme classe que s'il se constitue en parti politique distinct, en opposition avec toutes les anciennes formations des partis des classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer la victoire de la révolution sociale, et la réalisation de son but final : l'abolition des classes. »

Enfin : « Il faut que l'union des forces de la classe ouvrière, qui a déjà été réalisée par les luttes économiques, serve également de levier pour la lutte contre la puissance politique de ses exploités » (1871).

Puis Marx rappelle quel est le but historique de la classe et la voie nécessaire qui y mène : « ...La conquête du pouvoir politique est devenue le grand devoir du prolétariat » ; « As-

surer la victoire de la révolution sociale et la réalisation de son but final : la suppression des classes ».

Non content de marteler les bases programmatiques, Marx définit également l'organisation du Parti politique de classe et le rapport entre militant et Parti : « Quiconque accepte et défend les principes de l'A. I. T. (Association Internationale des Travailleurs, ou Première Internationale) peut y être admis comme membre. »

Comment s'organise le Parti ? « Le Conseil Général lutte sans trêve contre les sectes et les expériences de dilettantes ». C'est le centralisme autoritaire, antidémocratique, opposé au fédéralisme libertaire et démocratique de Bakounine et assimilés.

Ce sont ces mêmes principes que l'on retrouve dans Lénine et la Gauche Communiste, en référence explicite à Marx, dans une ligne d'une parfaite continuité.

Des tendances qui se réclamaient parfois du marxisme et du communisme, mais le rejetaient en fait dans la doctrine comme dans la pratique, ont voulu opposer Marx à Lénine et à la Gauche. Elles fondaient cette prétendue opposition sur une absence — qui n'a pas été mieux définie — de « démocratie prolétarienne » et de « démocratie dans le Parti ».

L'impitoyable terreur étatique et idéologique du stalinisme, qui a étranglé la Révolution d'Octobre et l'Internationale, a permis la floraison de ces déformations, qu'elles soient le fait de petits groupes ou d'éléments isolés. En fin de compte, les staliens tout comme les anti-staliens démocrates ont prétendu et prétendent échapper à la dictature des principes et à la discipline à l'égard du programme, les uns par une dictature caporaliste, les autres par un anarchisme confusionniste, mais de toutes façons en enterrant le Parti.

Ce dénominateur commun sur lequel convergent des courants aussi opposés en apparence, c'est l'opportunisme qui nie le Parti, son programme et son organisation. Le parti stalinien se réduit à l'organisation et à l'action. Le mouvement anarchiste à l'action. Le mouvement fasciste, lui aussi, à l'organisation et à l'action.

Dans le Parti Communiste, les principes priment sur l'organisation et l'action. Mais le Parti cesse d'être lui-même s'il renonce ne serait-ce qu'à un seul de ces trois principes. Il est faux de dire : il existe des principes, donc le Parti existe. Il est également faux d'affirmer : il existe une organisation et une action, donc le Parti existe. La déformation d'un seul de ces trois

éléments dénature donc également tous les autres ; l'exclusion d'un seul d'entre eux empêche l'existence du Parti de classe.

D'où le théorème marxiste : programme, organisation et méthode d'action du Parti sont indissolublement liés. Il est superflu d'ajouter qu'en niant le Parti, on nie la classe.

Autre affirmation de la Gauche, confirmée par son attitude héroïque durant l'une des phases les plus sombres de la défaite de classe : on n'attaque pas le Parti, on ne quitte pas le Parti. La Gauche communiste n'a jamais fait un geste contre le Parti, sinon lorsqu'il a sombré dans la contre-révolution la plus meurtrière de l'histoire, cessant par là-même d'être le Parti révolutionnaire marxiste.

Les ennemis de la Gauche s'entêtent à affirmer que la vieille fraction communiste du Parti socialiste italien avait bien un programme, mais non une organisation ni une méthode d'action. En réalité, la fraction se servit du réseau organisationnel mis en place par la fraction communiste abstentionniste, groupée autour du journal "Ti Soviet". Les communistes du P.S.I. ont toujours tout fait pour diriger les luttes ouvrières. Et l'action du Parti Communiste d'Italie, alors dirigé par la Gauche, dans la classe et dans ses organisations de masse, fut même si cohérente et si tenace, que l'Internationale dut louer son esprit d'initiative et ses capacités.

Aujourd'hui, aucun de ces caractères distinctifs du Parti n'a changé. Aucun n'a à être rectifié, actualisé ni enrichi.

Lorsque nous nous référons à la ligne ininterrompue qui relie la Gauche italienne à Lénine et à Marx, nous voulons souligner par là que, tout au long de cet arc historique, les principes fondamentaux qui caractérisent le Parti communiste marxiste n'ont jamais changé.

Les multiples événements de l'histoire ont fourni simplement la possibilité de graver toujours plus nettement ces caractères. Mais nous voulons parler du cours de l'histoire, non des « faits » accidentels et contingents, indéchiffrables si on les considère en dehors du processus historique global qui les relie l'un à l'autre.

Ce qui caractérise justement l'opportunisme petit-bourgeois, c'est qu'il croit chaque jour découvrir quelque « fait nouveau » justifiant toutes les déviations, jusqu'au reniement des principes et à la trahison ouverte. L'opportunisme s'est glissé dans la III^{ème} Internationale par le biais de cette affirmation que « les temps étaient changés ». C'est sous ce prétexte qu'on attribua au Parti des tâches « nouvelles » et à la Dictature du prolétariat des fonctions « différentes ». Le résultat fut la mort du Parti et de l'Etat prolétarien.

Le vieux Parti Socialiste Italien avait beau être lié à la franc-maçonnerie et mener une politique scandaleusement droite, cela ne justifia jamais, aux yeux de la Gauche, la « réaction » anarchiste, pas plus que le syndicalisme-révolutionnaire comme réponse au réformisme de la C.G.L. (C.G.T. italienne). De même, la Gauche

Les étonnements d'un bonze EN U. R. S. S.

Une des principales découvertes théoriques du marxisme est la démonstration que la façon de produire n'est pas « libre », indépendante, laissée à la fantaisie, à la créativité individuelle, ou à la libre initiative, si chère aux bourgeois.

Les hommes produisent non pas librement, mais à l'intérieur de rapports de production historiquement déterminés et transitoires. Lorsque ces rapports de production changent, changent également non seulement leur façon de travailler mais parfois aussi les caractères des produits du travail.

Il n'existe donc pas une façon ahistorique de produire, mais une histoire de la production qui se développe à travers des phases et des modes de production différents, de la dissolution de la communauté primitive au stade barbare puis aux sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste.

A l'intérieur de ces rapports, les hommes n'ont jamais produit librement, mais selon le développement social des forces productives. L'esclave athénien produisait d'une certaine façon, l'apprenti artisan de l'atelier médiéval d'une autre, l'ouvrier moderne d'une autre encore.

Bien plus, nous pouvons dire que le passage d'un mode de production à un autre consiste précisément dans la transformation du mode même selon lequel se déroule l'activité productive humaine. Aujourd'hui il serait impensable de produire comme on produisait dans l'atelier artisanal, alors que le capitalisme a amené un essor prodigieux des forces productives, une intense division du travail, l'assujettissement de la science à la production, c'est-à-dire alors qu'il a créé un mode de production propre qui le caractérise et que nous définissons précisément comme capitaliste.

Les modes de production changent donc historiquement de même que le caractère des produits du travail humain. Le marxisme nous l'enseigne dès la première page du "Capital". C'est seulement dans le plein capitalisme que tous les produits du travail humain sont des marchandises et sont fabriqués pour le marché ; dans d'autres phases historiques, seuls les produits excédant l'auto-consommation étaient échangés et dans d'autres il n'y avait tout simplement pas de production pour la vente. En résumé, le marxisme démontre comment les modes de production sont socialement et historiquement déterminés et non choisis librement par le travailleur ou par l'entreprise : celle-ci n'est autonome que dans la fiction de sa personnalité juridique.

Ayant établi ceci qui constitue l'ABC du marxisme, nous pouvons bien comprendre la surprise de M. Dido, un des nombreux secrétaires de la C.G.I.L. (l'équivalent italien de la C.G.T.) qui, parti chercher le socialisme dans la nouvelle Mecque de la « coexistence pacifique entre des systèmes opposés », Togliattigrad, en revient perplexé.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire italien "l'Espresso" du 26 septembre, il déclare : « Ce qui peut nous rendre plus perplexé, c'est que non seulement les plans techniques mais même l'organisation du travail sont les mêmes que chez Fiat, c'est-à-dire d'un type capitaliste avancé... Il n'est pas possible ici de distinguer l'organisation du travail de celle de l'usine de Turin ni pour les cadences ni pour la prééminence absolue donnée à la productivité. »

Et de la perplexité il passe à la stupeur quand il déplore que

(Suite page 4)

Ligue communiste ou ligue patriotique ?

"Rouge" s'indigne ! "Rouge" se fâche ! "Rouge" s'étrangle d'indignation ! "L'humanité" a lancé contre la Ligue la plus cruelle des calomnies ! Le plumitif stalinien de service a eu l'audace d'écrire (ô honte, ô amertume, ô calomnie), a eu l'audace d'écrire, écoutez bien, que « les trotskystes n'ont pas participé à la Résistance, le trotskysme constituant une aide objective au nazisme ».

O infamie ! Dans son numéro 120, "Rouge", avec retenue mais fermeté, a protesté. La Ligue a traité cette affirmation de pure et simple calomnie.

Nous ne savons pas si cela convaincra les staliens et sera d'une quelconque utilité en vue d'un rapprochement. Mais en ce qui nous concerne, que la Ligue se rassure. Nous ne la calomnierons pas. Nous lui rendrons ce qui lui est dû. Nous ne l'accuserons pas d'avoir souscrit au barbare slogan de l'apatride Karl Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ! » Nous ne lui marquerons pas au fer rouge sur le front la marque infamante de l'internationalisme. Nous reconnaitrons qu'elle a participé à la Résistance. Et nous lui cracherons à la figure le crachat des marxistes aux chauvins.

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 4 et 18 décembre, de 15 h. à 19 h. Le dimanche 26 décembre, de 10 h. à 12 h., au siège du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du "Prolétaire", 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^{ème} étage).
- A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h., au "Cercle Pédagogique", 90 bis, boulevard Valbenoite.

(Suite page 4)

Cynisme moscovite

La visite de Brejnev, annoncée à grands coups de trompette par les officines de l'impérialisme russe, nous a valu un déferlement de littérature parfois bien intéressante. Enivrés par les succès de la diplomatie réaliste de leur pays, certains folliculaires ont perdu toute retenue.

Ainsi le professeur Albert Manfred par exemple qui, dans un article du numéro d'octobre de la revue "Etudes Soviétiques" consacré à "L'Union Soviétique, la France et l'Europe" célèbre sa patrie sur le mode dithyrambique. Tout d'abord il ne fait pas de doute pour lui que la visite de Brejnev "apportera une contribution de poids au resserrement des liens d'amitié et de coopération entre les grandes puissances".

Pourquoi n'en serait-il pas ainsi d'ailleurs puisque "Depuis deux siècles, le XIX^{ème} et le XX^{ème}, la France et la Russie ont été à plusieurs reprises unies par des alliances et autres liens politiques".

Ayant ainsi revendiqué le glorieux héritage tsariste, le docteur en histoire de service juge utile d'apporter des précisions : "A l'époque où la France et la Russie appartenaient au même système, aussi bien que dans des conditions radicalement diffé-

rentes où l'U.R.S.S. et la France appartiennent à deux systèmes mondiaux différents, socialisme et capitalisme, des formes de coopération diverses ont surgi entre les grandes puissances".

Ainsi tout est clair. La Russie et la France sont des pays "radicalement différents". Mais le "socialisme russe" ne supprime nullement ni le bon commerce, ni les grandes puissances, ni par conséquent les traditionnels liens diplomatiques entre les Etats. Bref, les "systèmes sociaux" passent, mais la Patrie russe demeure !

Comment être plus cynique, plus méprisant à l'égard du communisme ? Comment peut-on être plus hostile au mouvement d'émancipation révolutionnaire du prolétariat, qui est la destruction des "coopérations" économiques à l'exploitation des travailleurs, et des odieuses "grandes puissances", oppresseuses des petits peuples ? Comment ?

Pour ceux qui croiraient impossible de formuler plus froidement, plus implacablement, en termes plus prosaïquement bourgeois la politique de l'Etat russe, nous laissons une dernière fois la parole au docteur Manfred : « Ce qui unit la France à notre pays, c'est la communauté d'intérêts nationaux, d'Etat à Etat ».

TEXTES CLASSIQUES DE LA GAUCHE

I. — THEORIE ET ACTION

1) Dans la situation présente où l'énergie révolutionnaire est tombée au niveau le plus bas, le Parti a pour tâche pratique d'examiner le cours historique de toute la lutte, et c'est une erreur de définir cet examen comme un travail de type littéraire et intellectuel et de l'opposer à ce que l'on sait quelle entrée dans le vif de l'action des masses.

2) Ceux qui sont d'accord avec nous pour juger que la politique actuelle des P. C. est totalement anti-classiste et anti-révolutionnaire et que la banqueroute de la III^e Internationale a été plus grave que celle de la II^e en 1914 doivent choisir entre deux positions : admettre que quelque chose de la plateforme commune à la Gauche italienne (d'où est sorti le Parti communiste international), au Komintern lors de sa constitution à Lénine, aux bolchéviks, aux vainqueurs d'Octobre, est devenu caduque ou affirmer, comme nous le faisons, que les seules positions caduques sont celles que la Gauche italienne eut à combattre dès cette époque, tandis que restent pleinement valables toutes celles que les Russes ont trahies par la suite.

3) La grave erreur commise par le mouvement communiste après la première guerre mondiale face aux hésitations du mouvement révolutionnaire en Occident se résume dans les vaines tentatives qu'il a faites pour forcer l'évolution de la situation vers l'insurrection et la dictature du prolétariat en recourant à des moyens de nature légale démocratique et ouvrière. Cette politique fautive largement pratiquée non pas, comme on le prétendit, au sein de la classe ouvrière, mais dans les couches intermédiaires entre le mouvement communiste et les social-traités de la II^e Internationale, devait aboutir à une nouvelle collaboration de classe avec les forces capitalistes sur le plan social et politique, national et mondial, au nouvel opportunisme, à la nouvelle trahison.

4) Sous prétexte de donner une plus large influence au parti communiste international dont l'assise théorique et organisationnelle était robuste, on a renforcé l'influence de traités ennemis, et au lieu de conquérir la majorité dont on avait rêvé, on a perdu le solide noyau historique du parti d'alors. La leçon est qu'il ne faut plus faire la même manœuvre ni suivre la même méthode. Ce n'est pas une petite leçon.

5) En 1946, à la fin de la seconde guerre mondiale, il était vain d'attendre une situation aussi fertile que celle de 1918 du fait que la dégénérescence contre-révolutionnaire était beaucoup plus grave, qu'il n'y avait pas de noyaux prolétariens importants capables de rester en dehors du bloc militaire, politique et partisan du temps de guerre et que les vainqueurs pratiquaient une politique différente de celle de 1918 à l'égard des pays vaincus en les occupant et leur imposant un contrôle policier. De toute évidence, la situation de 1946 était tout aussi défavorable que celle qui suivit les grandes défaites de la Ligue des Communistes en 1849 et celle de la Première Internationale en 1871.

6) De brusques retours des masses à l'organisation efficace d'une offensive révolutionnaire ne sont pas pensables. Dans ces conditions, le meilleur résultat que puissent avoir les prochaines années est que les véritables buts et revendications prolétariennes et communistes soient à nouveau proposés à la classe ouvrière, et que soit réaffirmée la leçon impartie par l'histoire, à savoir qu'improviser des tactiques au fil des situations successives sous le prétexte d'exploiter les données inattendues de chacune d'elles est du défaitisme.

7) Le stupide activisme actualiste qui adapte ses gestes et ses initiatives aux données immédiates du jour constitue un véritable existentialisme de parti. Il doit être banni pour que puisse être reconstruit un pont solide entre le passé et l'avenir

et rétablies les grandes lignes que le parti s'impose une fois pour toutes à lui-même de suivre interdisant non seulement à ses membres, mais à ses chefs toute recherche et découverte tendancieuses de « votes nouvelles ».

8) La rage activiste-actualiste aboutit à la négation de la dialectique et du déterminisme marxistes, surtout quand elle décrie et déserte le travail doctrinal et la restauration théorique, qui sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'ils le furent pour Lénine en 1914-18, sous prétexte que seules comptent l'action et la lutte. Elle remplace en effet la recherche des rares moments et points cruciaux de l'histoire sur lesquels le mouvement communiste puisse compter par un volontarisme échevelé qui n'est finalement que la pire, la plus crasse adaptation à l'état actuel des choses et à ses perspectives immédiates misérables.

9) Toutes les méthodes de ces praticiens vulgaires ne sont pas des formes nouvelles d'une méthode politique originale : elles singent seulement de vieilles positions anti-marxistes et l'idéalisme à la B. Croce qui considère qu'aucune loi scientifique ne permet de prévoir le processus historique qui « a toujours raison » dans sa rébellion contre toute règle et toute prévision concernant la société humaine et ses révolutions.

10) Ce qui doit donc être mis au premier plan est la réaffirmation, appuyée sur nos textes classiques de parti, de la vision marxiste intégrale de l'histoire, des révolutions qui s'y sont succédées jusqu'à aujourd'hui, et des caractères de celle qui se prépare et dans laquelle le prolétariat moderne renversera le capitalisme et instaurera des formes sociales nouvelles. Ce qui doit être fait en premier lieu, c'est d'en présenter une nouvelle fois les revendications essentielles et originales dans toute leur grandeur et leur force, telles qu'elles existent depuis au moins un siècle, liquidant toutes les banalités par lesquelles les remplacements bien des gens qui n'appartiennent pas au courant stalinien, mais qui font passer pour du communisme des revendications de type bourgeois et populaire susceptibles de leur assurer un succès démagogique.

11) Un travail aussi difficile prend de longues années et d'autre part le rapport mondial des forces ne pourra se renverser avant des décennies. Il faut donc repousser et mépriser toute hâte stupide et tout esprit d'aventure fausement révolutionnaire, car ils caractérisent précisément ceux qui ne savent pas résister sur la position révolutionnaire et qui, comme maints exemples de l'histoire des déviations l'ont montré, quittent la bonne route pour les voies équivoques du succès immédiat.

II. — LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE IMMEDIAT.

1) Après la première guerre impérialiste, la reprise prolétarienne, dont la puissance se manifesta à l'échelle mondiale et qui, en Italie, s'organisa dans le solide parti de 1921, montra clairement que la chose urgente était de prendre le pouvoir politique, que le prolétariat ne le prend pas par la voie légale, mais par l'insurrection armée, que la meilleure occasion naît de la défaite militaire de son propre pays et que la forme politique qui suit la victoire est la dictature du prolétariat. La transformation économique et sociale constitue une tâche ultérieure dont la dictature crée la condition première.

2) Le *Manifeste des Communistes* a établi que les mesures sociales successives qui se révèlent possibles ou que l'on provoque "despotiquement" diffèrent selon le degré de développement des forces productives dans le pays où le prolétariat a vaincu et selon la rapidité avec laquelle cette victoire s'étend à d'autres pays, la marche au communisme supérieur étant extrêmement longue. Il a indiqué les mesures qui convenaient en 1848 pour les pays européens les plus avancés et rappelé qu'elles constituaient non pas le programme du socialisme intégral, mais un ensemble de mesures qu'il qualifiait de transitoires, immédiates, variables et essentiellement « contradictoires ».

3) Par la suite (et ce fut un des éléments qui poussèrent certains à prétendre que la théorie marxiste n'était pas stable, mais devait être continuellement rélaborée en fonction des résultats de l'histoire), de nombreuses mesures alors dictées à la révolution prolétarienne furent prises par la bourgeoisie elle-même dans tel ou tel pays, telles que l'instruction obligatoire, la Banque d'Etat, etc...

Cela n'autorisait pas à croire que fussent changées les lois et prévisions précises du marxisme sur le passage du mode de production capitaliste au socialisme et de toutes leurs formes économiques, sociales et politiques : cela signifiait seulement que changeait et devenait plus facile la première période post-révolutionnaire, l'économie de transition précédant le stade du socialisme inférieur et le stade ultime du socialisme supérieur ou communisme intégral.

4) L'opportunisme classique consista à faire croire que toutes ces mesures pouvaient, de la première à la dernière, être ap-

pliquées par l'Etat bourgeois démocratique sous la pression du prolétariat ou même grâce à la conquête légale du pouvoir. Mais dans ce cas, ces différentes « mesures » auraient été adoptées dans l'intérêt de la conservation bourgeoise et pour retarder la chute du capitalisme si elles étaient compatibles avec lui, et si elles étaient incompatibles, jamais l'Etat ne les aurait appliquées.

5) L'opportunisme actuel, avec la formule de la démocratie populaire et progressive dans les cadres de la constitution et du parlementarisme, remplit une tâche historique différente et bien pire. Tout d'abord, il fait croire au prolétariat que certaines de ses mesures propres peuvent être intégrées dans le programme d'un Etat représentant toutes les classes et pluripartite, c'est-à-dire qu'il manifeste le même défaitisme que les sociaux-démocrates d'hier à l'égard de la dictature de classe. Ensuite et surtout, il pousse les masses organisées à lutter pour des mesures sociales « populaires et progressives », qui sont directement opposées à celles que le pouvoir prolétarien s'est toujours proposées, dès 1948 et le *Manifeste*.

6) On ne peut mieux montrer toute l'ignominie d'une pareille involution qu'en énumérant les mesures qu'il faudrait prendre à la place de celles du *Manifeste*, il y a plus d'un siècle, et qui incluent toutefois les plus caractéristiques d'entre elles, dans le cas où la prise du pouvoir deviendrait possible dans un pays de l'Occident capitaliste.

7) La liste de ces revendications est la suivante :

a) Désinvestissement des capitaux », c'est-à-dire forte réduction de la partie du produit formée de biens instrumen-

taux et non pas de biens de consommation.

b) « Elévation des coûts de production » pour pouvoir, tant que subsisteront salaire, marché et monnaie, donner des paies plus élevées pour un temps de travail moindre.

c) « Réduction draconienne de la journée de travail », au moins à la moitié de sa durée actuelle, grâce à l'absorption des chômeurs et de la population aujourd'hui occupée à des activités anti-sociales.

d) Après réduction du volume de la production par un plan de « sous-production » qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires, « contrôle autoritaire de la consommation » en combattant la vogue publicitaire des biens inutiles, volutaires et nuisibles et en abolissant de force les activités servant à propager une psychologie réactionnaire.

e) Rapide « abolition des limites de l'entreprise » avec transfert autoritaire non pas du personnel, mais des moyens de travail en vue du nouveau plan de consommation.

f) « Rapide abolition des assurances » de type mercantile pour les remplacer par l'alimentation sociale des non-travailleurs, au moins à un niveau minimum au début.

g) « Arrêt de la construction » d'habitations et de lieux de travail à la périphérie des grandes villes et même des petites, comme mesure d'acheminement vers une répartition uniforme de la population sur tout le territoire. Réduction de l'engorgement, de la rapidité et du volume de la circulation en interdisant celle qui est inutile.

h) « Lutte décidée contre la spécialisation professionnelle » et la division sociale du travail par l'abolition des carrières et des titres.

i) Plus près du domaine politique, évidentes mesures immédiates pour soumettre à l'Etat communiste l'école, la presse, tous les moyens de diffusion et d'information, ainsi que tout le réseau des spectacles et des divertissements.

8) Il n'est pas étonnant que les P. C. d'Occident et leurs homologues réclament tout le contraire, non seulement dans leurs revendications "institutionnelles", c'est-à-dire politico-légales, mais aussi dans leurs revendications "structurelles", c'est-à-dire économique-sociales. Cela leur permet d'agir de concert avec le parti qui dirige l'Etat russe et ses satellites dans lesquels la tâche de transformation sociale consiste à passer du pré-capitalisme au plein capitalisme, avec tout le bagage de revendications idéologiques, politiques, sociales et économiques purement bourgeoises que cela comporte, et qui ne manifeste d'horreur que pour le féodalisme médiéval.

Les renégats d'Occident sont cent fois plus infâmes que leurs compères de l'Est, du fait que ce danger-là, qui reste encore physique et réel dans l'Asie en ébullition, est inexistant chez eux, et en particulier dans la métropole capitaliste bouffie d'orgueil d'Outre-Atlantique, qui écrase sous la botte de sa civilisation libérale et "onusienne" les prolétaires du monde.

(Réunion générale de Forli, 28 décembre 1952)

Quand l'opportunisme découvre la réduction du temps de travail...

Coincidence ? Alors que la bourgeoisie ne peut plus cacher la progression du chômage, le P. C. et la C. G. T. reprennent une revendication bien laissée dans l'ombre depuis un certain temps : retour aux quarante heures, luttons contre les horaires écrasants, réduction du temps de travail.

Mesures rationnelles, peut-on penser. N'importe quel « bon sens » trouverait absurde qu'un ouvrier manque de pain pendant que celui d'à côté se crève à faire des heures supplémentaires ; que l'on oblige les travailleurs à peiner jusqu'à 65 ans pendant qu'on se plaint de manquer d'emplois pour les jeunes.

Seulement, le bon sens de l'opportunisme est en fait différent : c'est précisément le « bon sens » du capital, le sens des intérêts du capital : réduisons le temps de travail pour éviter des secousses trop violentes à l'économie nationale, mais si les marchés sont en expansion, si les usines tournent à plein, alors vive la surexploitation ! Nous n'inventons rien. Sans minimiser la combativité réelle qui se manifesta alors, on doit reconnaître que les fameuses quarante heures du Front Populaire ne firent qu'entériner le chômage partiel. En 1934-35, l'économie, touchée par la crise des années trente, marcha au ralenti : l'indice de la production, de 100 en 1928, était tombé à 76 au début de 1935 ; les horaires effectifs étaient, avant l'accord sur les 40 heures, de 38 heures en moyenne dans la métallurgie (contre 48 heures en 1929). En 1938, en revanche, les semaines remontèrent à 48, 50 heures et plus ; l'effort de guerre avait relancé la production, les usines tournaient à plein et les prolétaires trimaient pour préparer la défense nationale, avec la bénédiction du P. C. F.

En 1945, de nouveau, l'opportunisme adapta les revendications syndicales aux besoins du capital, aux exigences de son bon sens. Il fallait reconstruire : on fit travailler les ouvriers les jours chômés, on donna à l'usine le 15 août et même le 1er mai « sous l'émulation des responsables syndicaux ». « Le développement de la production, écrivait "Le Peuple" du 16 février 1947, condition fondamentale de la baisse des prix, nécessite la généralisation des 8 heures supplémentaires aux 40 heures légales ». Voilà comment les 40 heures furent une fois de plus jetées dans l'oubliette...

Est-ce dire qu'il faut réserver la revendication de réduction du temps de travail aux périodes de prospérité du capital et l'abandonner dans les temps de récession et de crise ? Nullement bien sûr ! Mais il faut soutenir constamment la réduction du temps de travail sans diminution de salaire comme essentielle, vitale, dans la résistance à l'exploitation, et comme propre à unifier et généraliser les luttes jusqu'à l'assaut général ; et non la redécouvrir ingénieusement quand (toujours le « réalisme » de l'opportunisme !) la situation s'y prête.

Les ouvriers n'ont rien à faire de directions syndicales qui se contentent de répercuter auprès d'eux la pression et l'attaque du Capital, et qui soumettent la revendication ouvrière aux besoins du capitalisme au lieu d'organiser la lutte contre lui.

Correspondance :

" le prolétaire " B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire " C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire " 1 an : 10 F (100 FB) 6 mois : 5 F (50 FB) (pli fermé : 15 et 7,50 F) " programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB) " programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

★ " prolétaire " : 6 mois.

★ " prolétaire " : 1 an.

★ " programme communiste "

★ combiné.

(entourer l'étoile)

NOTRE LIGNE

Les dernières semaines de la vie politique ont été extrêmement intéressantes. Non qu'elles nous aient conduits à faire de grandes découvertes, mais parce qu'elles ont, dans une certaine mesure, confirmé notre appréciation des différentes forces politiques de l'opposition, qu'il s'agisse de la gauche officielle avec ses parlementaires et sa publicité de grand style, ou de la petite gauche trotskyste.

Quand le démagogue Mitterrand lança une offre d'achat, comme un vulgaire Servan-Schreiber, sur le Parti Socialiste, et sortit vainqueur de la foire d'empoigne, toute la grande presse se remit, faute de mieux, à caqueter sur une renouveau possible de la défunte « union de la gauche ».

La bourgeoisie aime bien ces caquetages, qui voudraient persuader les prolétaires que leur destin dépend des volontés de quelques grands hommes de « gauche », de se lancer des invectives dans les journaux, ou au contraire, de filer le parfait amour en publiant des « communiqués communs ».

Et la bourgeoisie ne se montre absolument pas indifférente à ce qui se passe dans l'opposition... bourgeoise. Le Président de la République a officiellement souhaité la naissance d'une opposition « sérieuse » et « constructive ». Et le Premier Ministre s'est mis en peine d'« arranger » à son gré cette opposition : il a répondu personnellement à une lettre personnelle de M. Mitterrand, secrétaire du Parti Socialiste, l'agréant ainsi comme re-

présentant officiel de la gauche officielle.

Les observateurs politiques ne s'y sont pas trompés : ils ont vu là un geste de **complicité** entre Chaban-Delmas et Mitterrand. Les gaullistes aident les « socialistes », ennemis des monopoles... à s'émanciper de la tutelle du P.C.F., à tenter de jouer les premiers violons de l'union de la gauche.

Il faut que ces messieurs aient bien confiance en eux-mêmes pour jouer cyniquement ces petits jeux, sous le nez du prolétariat. Mais le cynisme du P.C.F. est encore plus extraordinaire : ses politiciens chevronnés, ses députés, ses sénateurs, ont bien vu ce dont il s'agissait. Mais ils n'ont pas dénoncé cette aveuglante complicité entre le « leader de la gauche unie » et « le représentant des monopoles ». Il ne l'a pas fait parce qu'il lui aurait fallu abandonner sa perspective d'« union de la gauche » et cesser d'être lui-même : un parti politique vivant d'illusions petites-bourgeoises, dupant les travailleurs et préparant la contre-révolution.

La gauche impérialiste

Car notre jugement est extrêmement clair. Il y a bien longtemps que nous savons, que nous disons, que nous démontrons que les partis de la gauche officielle, c'est-à-dire essentiellement le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français sont des partis de la **contre-révolution**. Leur histoire et leur programme le prouvent. Et il nous a coûté trop cher de l'apprendre pour que nous puissions l'oublier une seule seconde.

Contre-révolutionnaire, le Parti Socialiste l'est ouvertement depuis 1914. Quand éclata le premier carnage impérialiste, tous les vieux partis « marxistes » de la Deuxième Internationale lancèrent la jeunesse prolétarienne sur les champs de bataille. Et quand les masses, ivres des souffrances endurées pendant la guerre, commencèrent à se rassembler autour du drapeau communiste dans l'Europe bouleversée, il y eut en Allemagne, point décisif de la crise dont dépendait l'avenir de la planète, un « socialiste » pour prendre le couteau du boucher contre-révolutionnaire et s'écrier féroce-ment : « Je serai le chien sanglant ». Et un autre « socialiste » pour avouer, plein de haine et d'effroi : « La révolution ? Je la hais comme le péché ».

Des « marxistes » écrasèrent dans le sang la révolution marxiste, des « camarades » de Parti fusillèrent des camarades de Parti. La France petite-bourgeoise eut Marcel Cachin, qui poussa les ouvriers au massacre, incita Mussolini à faire entrer l'Italie dans la guerre, et pleura de joie quand il vit flotter le chiffon tricolore sur Strasbourg reconquise. Depuis leur grande trahison internationale au début de ce siècle, les socialistes sont restés fidèles à leur traîtrise.

De Léon Blum, contraint par les grèves à accorder les augmentations qu'il avait promises, et préparant la

France à entrer dans la deuxième boucherie impérialiste dans une atmosphère d'unanimité nationale, à Jules Moch faisant tirer sur les mineurs, de Mitterrand donnant plein pouvoir au général Spillman pour mater la rébellion algérienne à Guy Mollet lançant les paras sur Suez, les socialistes sont restés égaux à eux-mêmes : des politiciens de l'impérialisme, des chiens sanglants.

Contre-révolutionnaire, le P. C. F. l'est au moins depuis 1926, date à laquelle le Komintern défendit officiellement la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». C'est-à-dire du capitalisme dans la seule Russie. Du Congrès de Tours, où le vieux traître Marcel Cachin le prit sous sa houlette, jusqu'à sa soumission totale à la politique extérieure russe, le P.C.F. (S.F.I.C.) eut bien quelques sursauts de courage. Mais c'étaient les affres d'une agonie dans la paralysie stalinienne plutôt que l'éveil d'une jeune force.

De ses hymnes délirants au progrès capitaliste de la Russie à son soutien « critique » à Léon Blum, de ses odieuses prostitutions à l'un ou l'autre des impérialismes dominants à sa collaboration patriotique au ministère de Gaulle, le P. C. F. est aussi resté égal à lui-même. De l'hystérie patriotique avec laquelle il lança, au nom des intérêts de la France, les prolétaires dans la seconde guerre mondiale au « chacun son boche de la libération », du « retrouvez vos manches » au « travailler d'abord, revendiquer ensuite », le P.C.F. n'a cessé de jouer le rôle d'ultime bastion de la bourgeoisie dans le prolétariat, de plus hypocrite et de plus solide défenseur de la Démocratie, du Progrès et de la Nation.

Le passage des Partis originellement révolutionnaires de l'autre côté

de la barricade n'est ni épisodique, ni accidentel. A l'échelle historique, il exprime le fait que le capital surmonte, s'il se développe, les oppositions qu'il crée en face de lui, et se les intègre en les neutralisant. Au niveau de la lutte des différentes classes de la société moderne, il exprime le fait que la petite-bourgeoisie, pour le compte du capital en général, envahit les organisations autrefois révolutionnaires et se les soumet entièrement. A partir de ce moment, les programmes perdent leurs dernières teintes marxistes, et la politique quotidienne est une protestation, une jérémiade contre le grand capital au nom des intérêts de la petite boutique.

Du programme marxiste qui fut officiellement celui de leur fondation, il ne reste plus dans les exportations de la II^e et de la III^e Internationales que de très vagues souvenirs, qui permettent parfois à quelque vieille salope opportuniste de jouer la jeune fille innocente. Ainsi Guy Mollet se fâcha-t-il tout rouge il y a quelques années contre un militant un peu naïf qui avait proposé l'abandon de ce rite qui consiste encore à chanter, par habitude, l'Internationale dans les Congrès socialistes. Aujourd'hui Mitterrand déballe son langage radical : il a besoin de troupes, et le capitalisme n'a qu'à bien se tenir... dans les discours de réunions publiques.

En fait, les partis actuels de la Gauche officielle sont tombés encore bien plus bas que les Partis de la II^e Internationale : quel membre du P.C.F. s'aviserait aujourd'hui de considérer la participation à un ministère bourgeois comme du « ministérialisme » à la Millerand si violemment fustigé par Lénine ? Qui s'aviserait de découvrir que proposer des « réformes » de la société bourgeoise c'est être réformiste ? Léon Blum découvrit la subtile distinction entre l'exercice et la conquête du pouvoir ; Thorez « arrangea » la vieille théorie de la dictature du prolétariat, qui ne l'avait d'ailleurs nullement empêché de mériter l'estime du général de Gaulle comme « grand Français », en théorie de la démocratie nouvelle.

Le trait commun à toutes ces modifications, c'est que l'on retombe de la Dictature du Prolétariat, et de la rigueur communiste, dans un marais démocratique, et que l'on finit par réclamer au grand capital la réalisation des principes capitalistes, sous l'étiquette de « socialisme », bien entendu ! Cela, c'est l'essence même de la politique petite-bourgeoise.

Ce que veulent le P.S. et le P.C.F. avec moins de détermination pour le premier qui a appris, par une longue fréquentation de l'appareil d'Etat, à se laisser... amadouer, c'est la neutralisation des malfaisants **monopoles**. Ce n'est pas le capitalisme en général qu'ils combattent, pour le détruire par la révolution communiste et lui substituer une production de valeurs d'usage, c'est le **monopole**. C'est en cela qu'ils reflètent les préjugés de la petite-bourgeoisie et des couches corrompues du prolétariat. Car pour étouffer le « capitalisme », le petit bourgeois ne voit évidemment qu'une solution : étouffer le capitaliste, étouffer le **gros**. Et il réclame l'intervention d'un « arbitre » : l'appareil d'Etat. Il lui réclame la « nationalisation des grands moyens de production et d'échange ».

Et c'est de là que naît le désespoir du petit-bourgeois. Il est d'abord régulièrement vaincu politiquement dans les époques de développement pacifique : la bourgeoisie utilise ses représentants les plus officiels et les plus directs. Mais, lorsque la bourgeoisie a jugé utile de permettre à un politicien de « gauche » de poser ses fesses de gauche sur le fauteuil présidentiel, le petit-bourgeois vit un drame affreux. Les

politiciens qui ont reçu sa confiance, pour lesquels il a civiquement glissé dans l'urne son bulletin de vote, oublient toutes leurs promesses : ils maintiennent le cap et même forcent bravement la vapeur ! Les petites barques « de gauche » voient l'énorme paquebot industriel et grand étatique continuer à foncer sur elles, à les renverser dans le tourbillon d'écume d'une rhétorique généreuse, et à les faire disparaître.

Et n'ont rien à voir dans cette histoire ni la méchanceté, ni la folie du capitaine. Que Mendès-France fasse distribuer du lait aux enfants des écoles et aux militaires du contingent, ou que le douteux Mitterrand échappe « par miracle » à des attentats miraculeux, la trogne du chef importe peu.

Ce qui importe, c'est qu'à chaque « avènement » présidentiel seuls les fauteuils réservés à l'usage du Premier citoyen sont encore en mesure de percevoir une différence. Pour le reste, les énormes rouages de l'appareil étatique n'ont pas bougé d'un millimètre : le personnel est en place et attend les ordres. Mais les ordres ne viennent pas de la bouche de l'oracle désigné par le suffrage universel, mais par les chiffres de la statistique et les grincements des mécanismes économiques. Et ceux-ci imposent leur loi.

Lénine l'expliquait au début de ce siècle en démontrant la formidable puissance, la suprématie de l'Exécutif, conséquence de la concentration du capital et de la domination des monopoles. Et nous pouvons lire dans toutes les revues économiques bourgeoises, officielles, que cette concentration du Capital n'a fait que croître. Ainsi, dans la Revue d'économie et de politique de septembre-octobre 1970, nous pouvons lire sous la plume de M. A.-P. Weber : « Désormais, l'appareil national de production se présente sous la forme d'un oligopole fortement structuré ». A la moindre velléité de sortir de ce cadre, le capital trancherait net. Mais les vieux briscards de gauche connaissent leur rôle... jusqu'à la gauche, et ne sont pas de jeunes fous.

Et voilà le secret de la disparition démocratique de la démocratie. Ce ne sont pas les perfectionnements de la conscience individuelle permis par la démocratie qui ont conduit les nations modernes à la liberté, à l'égalité et à la fraternité pleinement réalisées. Ce sont les nécessités de l'accumulation du capital, et la domination des gros capitaux qui ont réduit pour les petits la démocratie comme une peau de chagrin.

Au XIX^e siècle, alors que la concurrence faisait rage entre des millions de petits producteurs urbains ou ruraux, la « démocratie » pouvait offrir ses services à telle ou telle fraction des capitalistes, favoriser celle-ci plutôt que telle autre. C'est ainsi que, tout en se dirigeant forcément vers la domination irréversible du gros capital, la gauche radicale et anti-célibataire du début du siècle pouvait encore, dans une certaine mesure, être pleine d'indulgence pour la petite propriété. Aujourd'hui il n'en est pas question. Tout gouvernement, quel qu'il soit, s'il n'a pas **détruit** préalablement l'appareil d'Etat, ne peut qu'appliquer la politique du grand Capital.

C'est ce que ne comprend pas la petite bourgeoisie qui pense que l'expropriation des capitalistes individuels (avec indemnité d'ailleurs) c'est la fin du capitalisme. Exemple typique de l'aveuglement petit-bourgeois, qui en veut aux personnes, aux monopoles, mais est incapable de comprendre ce que sera véritablement la destruction du capital,

pour la bonne raison que cette destruction sera aussi la suppression du petit capital. En attendant, l'appareil d'Etat restant intact, la nationalisation des grands monopoles ne supprimera ni le capitalisme, ni le monopole. Elle ne pourra qu'instaurer le **monopole d'Etat**, et encore dans la mesure où... les monopoles eux-mêmes, présents dans les coulisses de l'appareil d'Etat, véritables machinistes du vain théâtre démocratique, le permettront.

Aujourd'hui, la concurrence des mastodontes étrangers dicte avec une nécessité de fer leur croissance aux monopoles nationaux, et le rythme d'écrasement des petites boutiques ; et si un politicien dément voulait retourner du grand large de la production moderne aux criques férides de la petite, les grands courants du marché mondial lui casseraient le gouvernail entre les doigts.

La gauche officielle, même si elle avait réellement le désir de faire tourner en arrière la roue de l'histoire, ne le pourrait absolument pas. Le capitalisme ne retourne pas en arrière. A moins de démonter Renault, Peugeot et Rhône-Poulenc, et de faire assurer la production d'automobiles et d'aspirines par de petites échoppes, on ne retournera pas à la « démocratie véritable ». La gestion démocratique de la grande industrie continuera d'appliquer, pour une plus grande productivité et prospérité de la France, au nom du socialisme, les implacables lois du marché. La gauche géant les monopoles étatisés fera aussi la politique intérieure pour l'ordre social et la politique extérieure pour les débouchés et sources de matières premières des monopoles.

La gauche impérialiste est née des nécessités même de l'accumulation du capital : de même que la démocratie est devenue de moins en moins démocratique, le réformisme est devenu de moins en moins réformiste. Et la contre-révolution est devenue de plus en plus forte. La gauche impérialiste n'agit pas. Elle est légale et parlementaire vis-à-vis de la bourgeoisie. Aux ouvriers qu'elle organise pour le « combat démocratique » elle demande de patienter et d'attendre les élections. Aux petits bourgeois timorés qui n'ont pas suivi l'exaspération du Poujade ou du Nicaud de service, elle demande de patienter et d'attendre les élections. Mais si éclatent des grèves prolétariennes venant troubler le jeu tranquille de la démocratie impérialiste, la gauche sera du côté de l'ordre, de la démocratie, de l'indépendance nationale et du progrès économique : c'est-à-dire, de la contre-révolution.

Cette gauche parlementaire, chauvine et productiviste est notre pire ennemi contre-révolutionnaire. Elle brisera la révolution communiste, ou sera brisée par elle. Noske se trouve dans son sein. Dès maintenant, avec nos faibles forces, nous devons le dire aux prolétaires, avec calme, avec patience, avec obstination.

(à suivre)

Le manque de place nous oblige à renvoyer aux prochains numéros la suite des articles "Mythe du Vietnam et vérité historique" et "La C.G.T. de 1945 à 1947", ainsi que le compte rendu d'une réunion régionale de notre Parti communiste consacrée à "Parti et classe" et "Parti prolétarien et dictature de classe".

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

programme communiste

LE N° 51-52 A PARU

SOMMAIRE

- ★ La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit.
- ★ Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes.
- ★ En Angleterre aussi le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie.
- ★ Trotsky et la gauche italienne.
- ★ En mémoire d'Amédéo Bordiga : La gauche communiste sur le chemin de la révolution. Le numéro 7 F - Commandes au « Prolétaire ».

LE PARTI

(Suite de la 1^{re} page)

n'approuva pas la formation du K.A.P.D. (Parti communiste ouvrier d'Allemagne), tout en reconnaissant que la cause occasionnelle de la scission résidait

Un Parti « pur » et garanti ?

Il est vain de réclamer du Parti une garantie contre la dégénérescence et une assurance de succès et de victoire.

C'est ce que prétendait justement la droite de l'Internationale lorsque, dans une période de reflux croissant de la révolution, elle exigea que chaque parti communiste s'abritât derrière les boucliers de la « bolchévisation » pour se prémunir de toute faute. Par contre cela n'avait pas été le cas lorsque l'I. C. avait établi la subordination de toutes ses sections aux décisions de la Centrale siégeant à Moscou ; car une telle mesure ne prétendait pas avoir une quelconque vertu magique, mais répondait à la volonté de dépasser la méthode démocratique, mensongère et mystificatrice, de la vie et les rapports internes du Parti mondial.

Le Parti Communiste d'Italie, d'où est sorti le petit Parti communiste international d'aujourd'hui, naquit de la confluence de la Gauche communiste et du courant néo-idéaliste de "l'Ordine Nuovo". Bloc aberrant, diraient les puristes : il était « fatal » que le parti se désagrège un jour ou l'autre.

La Gauche italienne s'est-elle donc « trompée » lorsqu'elle a accepté dans ses rangs des alliés douteux idéologiquement ? Il faut bien voir qu'à ce moment de l'histoire, ce qui était en jeu c'était la naissance du parti militant et combattant, tel que le voulait l'Internationale, dans une période précise de réveil révolutionnaire de la classe.

Tous ceux qui adhéraient sans réserves à l'Internationale se trouvaient par là-même appartenir au P. C. d'Italie constitué au Congrès de Livourne. Le processus de formation du Parti de classe ne répond pas à des règles logiques ou pragmatiques, mais à l'état de maturité historique de la lutte des classes.

Après la dissolution de la Pre-

Batailles programmatiques

Le Parti se développe et se fortifie sur la base du programme. Aujourd'hui, même la vie de notre petite organisation est une lutte continue pour la défense du programme, dans tous les domaines, à toutes les occasions, à tous les moments. Défendre le programme signifie préparer le Parti aux tâches plus complexes de demain. Cette défense est une action et en tant que telle, elle entraîne le Parti et ses membres dans la lutte de classe.

S'il est vrai que la lutte de classe et la conscience communiste sont parallèles (selon Marx, Engels, Lénine et la Gauche communiste) et non que la seconde découle de la première, il est aussi vrai que la conscience communiste doit pénétrer la lutte de classe, l'élever au niveau du Parti. Le Parti se trempe au feu de cette lutte, et il serait stupide de prétendre que la conscience et l'activité militante excluent automatiquement l'erreur dans l'appréciation et dans l'action.

Les thèses abstentionnistes de la Gauche et celles de Lénine et Boukharine sur le parlementarisme révolutionnaire s'affrontèrent au II^e Congrès de l'Internationale Communiste mais elles se basaient, les unes et les autres, sur un programme unique, et aboutissaient à une même conclusion. La Gauche italienne et Lénine tiraient leurs arguments d'une doctrine commune.

A l'époque, obéissant aux exigences prioritaires du centralisme, la Gauche accepta par discipline la solution improvisée par la direction mondiale du mouvement. Aujourd'hui, l'histoire a validé les positions tactiques de la Gauche par une foule de confirmations pratiques. Alors, Lénine s'est « trompé » ? La Gauche « a eu tort »

dans la politique erronée du K.P.D. (Parti Communiste d'Allemagne). Le Parti explique de telles « expériences », il ne les justifie pas, il les approuve encore moins.

mière Internationale, Engels écrivait qu'une nouvelle Internationale, purement communiste, naîtrait lorsque les livres de Marx auraient exercé leur influence durant quelques années et qu'elle propagerait directement les principes marxistes. Les rapports de forces entre les classes n'étaient pas encore mûrs pour une Internationale complètement marxiste, mais ils l'étaient pour une Internationale tendant vers le communisme marxiste, pour une organisation où il serait possible de « propager » les « principes » de Marx. La Gauche s'employa à diriger également des forces révolutionnaires non marxistes, sachant bien qu'elle n'y réussirait qu'à la condition de ne jamais dévier elle-même du marxisme révolutionnaire.

Une des nombreuses leçons de la contre-révolution stalinienne est justement celle-ci : la défaite du prolétariat s'est appuyée sur l'incapacité de la III^e Internationale à assimiler entièrement le marxisme révolutionnaire.

Le nouveau Parti Communiste Mondial sera marxiste ou il ne sera pas. Il ne sera pas le produit d'une alchimie politique. Il ne fournira pas d'assurances contre l'erreur.

Cette pureté « marxiste » garantira-t-elle la victoire de la lutte prolétarienne ? Il n'existe pas de réponse à une telle question. L'histoire des luttes de classes et du Parti démontre qu'il existe une exigence historique de sélection incessante parmi les organes de la classe ouvrière. Le Parti communiste marxiste est le produit historique correspondant à la phase finale de la lutte de classe révolutionnaire. Sans ce type spécifique de parti, la classe ne peut aller vers le communisme. Le parti constitue la condition essentielle de la reprise de classe et de la victoire.

d'obéir à Moscou ? Jamais de la vie. La dégénérescence de l'I. C. et la défaite de la révolution ne sont pas venues de la pratique du parlementarisme révolutionnaire, mais d'une série de déviations qui ont fini par renforcer la capacité défensive de l'ennemi, favorisé par le reflux de la révolution.

Combien de fois Lénine a-t-il dit qu'on s'était trompé sur telle ou telle question et qu'il fallait « rectifier » l'orientation et poursuivre !

Le Parti n'est pas un organe statique. En tant qu'organe de la classe, il subit dans une certaine mesure l'influence des vicissitudes que traverse la classe. Il doit donc éprouver à la fin ses forces, sa capacité à avoir une prise sur la lutte prolétarienne, et la capacité de la classe à recevoir et à réagir à sa propagande. Dans cette activité complexe et difficile, le Parti met à l'épreuve, jusque dans les erreurs, la maturité ou la faiblesse de son organisation, et la qualité des instruments utilisés.

Voilà à quoi servent les principes, et non à adorer stupidement des « idéaux » dont on aurait fait des « icônes inoffensives ». Le programme s'identifie à l'organisation dans la mesure où l'organisation s'en sert et mûrit par cette activité même. Sinon, le communisme ne serait qu'une école de catéchisme marxiste, et chaque militant devrait passer un examen de marxologie avant d'être admis dans l'organisation.

Cela ne signifie pas que le Parti puisse se permettre le luxe en tant que communiste et marxiste d'inventer au jour le jour les tactiques les plus imprévues selon les besoins du moment. Le programme représente le champ d'action, mais aussi la limite des possibilités tactiques du parti ; si le Parti

les excède, il cesse d'être l'organe de la révolution communiste.

L'histoire se mesure d'ordinaire en siècles, à l'exception des périodes critiques où quelques années et même quelques mois peuvent valoir des siècles. Aujourd'hui, d'un point de vue contingent, la lutte de classe est à un niveau inférieur à celui d'il y a 60 ou 70 ans. Cette situation a fait dire des énormités sur la classe, sur la lutte de classe et sur le Parti, du type : « la classe n'existe plus », « la classe ouvrière est intégrée dans la société bourgeoise », etc...

Il ne faut pas confondre la lutte de classe révolutionnaire avec la lutte de classe tout court. La lutte de classe révolutionnaire est une condition exceptionnelle, comme est exceptionnel l'état de crise du régime. S'il n'en était pas ainsi, nous serions déjà dans une phase de transition du capitalisme au communisme inférieur.

Mais il n'est absolument pas nécessaire que la classe mène toujours une lutte révolutionnaire. A la suite d'une défaite, la classe en est réduite à une existence purement objective et est contrainte de mener seulement un combat d'arrière-garde contre les attaques économiques, sociales et politiques du capitalisme. Dans cette phase négative, l'activité de la classe diminue, s'éteint presque. Le Parti diminue lui aussi en effectifs et en activité. Par contre, ses tâches de critique et d'élaboration théorique, qui sont la prémisses indispensables de la future reprise de la lutte sur une vaste échelle, se développent davantage. Cela signifie que le Parti tire les « leçons des contre-révolutions » et se fortifie dans cette activité.

Au cours de ce processus désormais séculaire, le Parti est passé d'une forme « naïve » à une forme « scientifique », celle de parti marxiste. La forme-Parti s'est développée, acquérant une aptitude toujours plus marquée à la lutte révolutionnaire de classe, pour la conquête du pouvoir, la gestion de la dictature prolétarienne, la direction de la société vers le communisme. De même, le régime capitaliste a pris des formes plus appropriées de dictature de classe et à lui-même tiré les leçons des victoires et des défaites.

Malgré cela, on n'est jamais revenu en arrière, sous le prétexte que la défaite avait anéanti l'action révolutionnaire de la classe et du Parti.

Pour faire un parallèle avec l'économie, on peut dire que le Parti politique actuel repart, dans son action politique, du niveau le plus haut auquel était arrivée la précédente formation politique de parti, de même que les derniers pays arrivés dans la sphère de la production industrielle profitent des dernières découvertes de la technologie et n'ont pas à réparer tout le processus d'appropriation technique de la production.

Le Parti a accompli tout son développement théorique à travers les « leçons » que la Gauche communiste a tirées au cours des cinquante dernières années, et qui sont condensées dans les textes et dans les Thèses qui constituent les bases programmatiques de notre Parti.

Cela ne signifie pas que notre tâche soit achevée et qu'il ne nous reste plus rien à faire, qu'attendre que disparaisse « le cadavre de notre ennemi ». Le rôle du Parti consiste à élaborer continuellement les données de l'expérience, de façon à imprimer toujours plus nettement les traits distinctifs de notre doctrine à la tactique, à l'organisation et au travail de préparation à l'assaut révolutionnaire.

D'autres sont « libres » de formuler les théories les plus absurdes et de proposer les organisations politiques les plus hétéroclites, avec la prétention d'agir pour le communisme ; nous, nous restons fermement ancrés au marxisme révolutionnaire, pour indiquer à nouveau à la classe prolétarienne la voie unique et droite de la révolution.

Parti unique et unitaire

Le gigantesque travail accompli par la Gauche communiste dans la III^e Internationale et dans le Parti Communiste d'Italie peut se résumer dans cette phrase : faire du Parti un organe unique et unitaire, une organisation mondiale unique et homogène fondée sur un programme unique, dans une cohérence et une interdépendance totales des principes, des buts et de la tactique.

Il est donc exclu que le Parti puisse résulter de l'unification de groupes hétérogènes et sous une forme fédéraliste. C'est un point acquis, et dérivant de l'histoire elle-même. Le processus de formation du Parti est irréversible. Aucune « faiblesse » numérique ne nous en détournera. Le nombre est subordonné au caractère unique et unitaire du Parti. Un « grand » parti avec mille « programmes » et mille « idées » est un parti d'une grande faiblesse, destiné à se briser en mille morceaux au premier choc. Notre Parti ne peut qu'être « fermé » aux mille sollicitations extérieures à son programme, surtout dans la phase contre-révolutionnaire actuelle ; il ne peut qu'être « non pléthorique » en opposition aux partis opportunistes de « masse ». Plus il sera conservateur dans ses principes, plus il sera révolutionnaire dans son action. Plus il sera « fermé » dans son programme, plus il sera ouvert à l'action de classe. Il suffit de penser à la tactique du « front unique » syndical, admirablement appliquée par la

Gauche, grâce auquel le Parti Communiste d'Italie travailla à conduire de grandes masses formées de prolétaires professant les idéologies les plus disparates, et encadrés dans des organisations syndicales et des partis différents, sur une plateforme de lutte où elles puissent être influencées par les mots d'ordre du Parti de classe.

Telles sont les conditions auxquelles le Parti existe et remplit son rôle. Les groupuscules qui prolifèrent sur le terrain malsain de la contre-révolution sont eux-mêmes une confirmation historique concrète de nos thèses. Renoncer à ces impératifs signifie entrer dans le domaine de la confusion et de l'impuissance.

Le maintien de ces conditions est une tâche permanente de l'ensemble des membres du Parti. Cette fonction difficile, rude et absorbante ne peut être abandonnée aux circonstances ou à l'opportunité ; elle doit être remplie, dans toutes les situations, par toute l'organisation. C'est dans la mesure où chaque militant se soumet à ces tâches qu'il réussit à assimiler la position du Parti et à éliminer les incertitudes et les doutes que peut faire naître la contradiction entre la puissance de notre doctrine et l'immaturité du comportement de la classe.

Dans chaque militant, la conscience se fortifie en se fondant avec la mystique révolutionnaire, la rationalité scientifique avec la passion, l'intelligence avec le cœur.

Les étonnements d'un bonze

(Suite de la 1^{re} page)

les techniciens russes, en étudiant les plans de construction de l'établissement, aient « adopté non seulement les machines mais même les systèmes d'organisation occidentaux » ; et il leur reproche un « manque d'attention » parce qu'en envoyant « leurs techniciens » étudier l'organisation des complexes industriels occidentaux les « plus modernes, ils n'ont pas pensé à prendre contact aussi avec les syndicats, à demander leur avis, à s'informer sur le type de combat que nous sommes en train de mener ». Etourderie regrettable, non ?

Si M. Dido n'était pas condamné par son métier de bonze syndical à faire l'imbécile, il aurait conclu tout simplement que là où sont en vigueur les mêmes systèmes de production, existent les mêmes déterminations et catégories économiques, c'est-à-dire ici les catégories capitalistes, et que si les Russes sont allés à l'école de l'Occident, c'est pour faire aussi bien que lui en matière de développement capitaliste. Comment ne pas voir ici la marche historique du capitalisme jusque dans les steppes russes ?

C'est précisément au sein des ouvriers de Togliattigrad, soigneusement sélectionnés parmi les meilleurs travailleurs de la métallurgie en U.R.S.S. et écrasés par l'impératif de la productivité que se forge la classe des fossoyeurs des capitalismes russe et international.

Le vieux mensonge de la construction du socialisme dans un seul pays est maintenant détruit par les faits eux-mêmes. Ces déterminations inexorables ne sont pas sorties de la tête de Marx. Ce n'est pas nous qui les avons inventées, mais elles vivent et agissent dans la réalité sociale, et on ne peut leur échapper ; en prétendant construire le socialisme, la Russie a ouvert les portes au développement tumultueux du capital.

Là où domine le capital, il ne peut exister un mode de production plus « humain », il ne peut y avoir d'autre choix que la prééminence de la productivité ! La caractéristique, l'essence, la fonction du capitalisme, c'est précisément de donner la prééminence à la productivité, de rendre productif, collectif, social, anonyme le travail individuel et fragmentaire, d'en faire une force collective, et donc de le mettre en contradiction avec l'appropriation privée des produits. Voilà ce qu'est Togliattigrad.

Certes, M. Dido se trouve en mauvaise posture quand il écrit qu'il a vu avec stupeur tout ceci dans un pays « socialiste » comme la Russie, au moment même où les syndicats luttent (si l'on peut dire) en Italie pour « une nouvelle façon de fabriquer les automobiles ». Mais il n'y a pas d'autre façon de fabriquer les automobiles ! Il s'agit de lutter pour limiter et réduire la peine et l'épuisement des prolétaires, pour réduire la durée du travail, c'est-à-dire le temps passé au bain de l'usine, non de « discuter » les charges du travail. Pour les ouvriers harassés par les cadences des chaînes de Détroit, de Billancourt, de Turin, de Wolfsburg, de Togliattigrad, tous assujettis aux mêmes exigences productives, il ne s'agit pas de faire miroiter l'illusion réformiste d'une usine « plus humaine », mais d'enseigner la dure leçon communiste de la transformation révolutionnaire de la société.

On ne peut changer le mode de production si les déterminations sociales et économiques ne changent pas ; et ceci est la tâche du parti politique du prolétariat. A une société fondée sur l'accumulation de la plus-value et sur la production marchande doit succéder une société dans laquelle l'homme ne sera pas soumis à la production, mais la production soumise aux besoins humains. Alors Togliattigrad deviendra le musée des horreurs de la barbarie capitaliste !

Mais pour atteindre cet objectif, il faut la transformation révolutionnaire de la société actuelle. Celle-ci est en train de mûrir, et non du fait de notre volonté, mais des contradictions explosives du capitalisme ; et la crise qui le ronge c'est le travail de l'accouchement qui donnera le jour à une société libérée de l'exploitation, une société qui ne sera plus l'esclave des « lois » du capital. La tâche du parti c'est de défendre les bases théoriques et programmatiques de cette société, et de diriger le prolétariat sur la voie de son émancipation. La seule façon pour les ouvriers de retrouver leur « humanité », c'est de lutter pour la révolution qui abattra le capitalisme et renversera les bases de la société bourgeoise.